

Adresse du bureau national du POI réuni le 30 août 2014

● La crise du régime est ouverte.

Les péripéties qui ont conduit à la constitution en toute hâte du gouvernement Valls II, gouvernement de choc contre la classe ouvrière ne peuvent faire oublier les causes profondes de la crise.

● Cette crise surgit dans un contexte international marqué par l'effroyable déferlement de destruction qui s'est abattu sur le peuple palestinien, dont la résistance — soutenue par la solidarité internationale des peuples — a pourtant contraint Netanyahu et Obama à de premiers reculs.

● En France, l'explosion du gouvernement Valls I découle directement de l'impossibilité dans laquelle Hollande et Valls ont été d'imposer aux organisations syndicales de participer à la conférence sociale (qui visait à les associer à l'échelle nationale à la mise en œuvre du « pacte de responsabilité »). Elle découle du rejet total de ce gouvernement et de sa politique dans toutes les couches de la population laborieuse.

Chute du gouvernement Valls I, constitution du gouvernement Valls II : la décomposition politique du régime de la V^e République s'accélère.

A peine intronisé, Valls s'est fait ovationner par les patrons du Medef, à qui il a promis d'attaquer le Code du travail, de remettre en cause la Sécurité sociale et la représentativité des syndicats, de casser tout ce qui a été acquis par la classe ouvrière en 1945 et depuis.

● Mais qui soutient le gouvernement Valls II ? Les patrons du Medef, les banques et les représentants des grands groupes du CAC 40 qui distribuent des dividendes en constante augmentation. Et aussi l'Union européenne qui, en saluant sa constitution, exige que dès les prochaines semaines, la France soumette son budget aux autorités de Bruxelles.

Soutiennent aussi le gouvernement Valls II, de manière ouverte et sous différentes formes, une majorité de députés du PS, des députés d'autres partis « de gauche », et, sous une autre forme, tous ceux qui le critiquent mais écartent le nécessaire combat pour le retrait pur et simple du pacte de responsabilité.

● A l'opposé, la classe ouvrière et l'écrasante majorité de la population laborieuse, rejettent cette politique anti-ouvrière, rejet qui traverse toutes les organisations.

Ce gouvernement s'engage dans une véritable guerre contre la classe ouvrière et la démocratie, mais c'est un gouvernement suspendu en l'air. Commentant sa constitution, le journal *Le Monde*, qui lui est pourtant favorable, écrit : « *Ça passe ou ça casse* », et considère que sa « *chance de réussir est mince* ».

● **Pour les travailleurs, tout se concentre dans le retrait du pacte de responsabilité** et de ses mesures de destruction, qui n'ont d'autre objectif que de renflouer les capitalistes et les banquiers, en s'en prenant aux droits, garanties, au pouvoir d'achat de la population laborieuse.

Pour les travailleurs, les choses sont claires : il s'agit de préserver et renforcer l'indépendance des organisations, comme point d'appui pour tous les combats qu'ils mènent en toutes occasions — en dépit des coups portés — à La Poste, à la SNCF, dans les transports, à la Sécurité sociale, dans l'enseignement...

Il s'agit d'agir pour que les organisations poursuivent dans la voie ouverte par leur départ de la conférence sociale, pour qu'elles refusent de participer au mécanisme des « conférences sociales », du « dialogue social », par lequel on voudrait les enchaîner aux contre-réformes.

Toute la situation politique se concentre aujourd'hui dans la capacité à réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur le terrain de la lutte de classe, pour imposer le retrait du pacte de responsabilité.

● **Pour le Parti ouvrier indépendant, il est évident que la solution à la crise de régime ne peut se limiter à un changement de majorité à l'Assemblée nationale, pas plus qu'à un changement de président de la République.** Ce sont les institutions de la V^e République elles-mêmes, qui doivent être balayées.

Imposer par la mobilisation unie des masses le retrait du « pacte Hollande-Valls » représente le premier pas dans la voie d'une issue démocratique à la crise. Imposer par la mobilisation le retrait du « pacte » et de tous les plans infâmes et mesures réactionnaires qui y sont liés, c'est engager, de fait, la rupture avec l'Union européenne, et ouvrir la voie à la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, par laquelle le peuple, et lui seul, pourra définir les formes, le contenu, les moyens d'une authentique démocratie et d'un gouvernement qui prenne les mesures d'urgence qu'appelle la situation.

● **C'est là notre position, et nous sommes prêts à en discuter.** Mais ce n'est pas un préalable. Aujourd'hui, rien ne doit s'opposer à ce que tous les militants, les organisations, les courants poli-

tiques qui aspirent sincèrement à porter un coup d'arrêt à la politique du gouvernement Hollande-Valls, tous ceux qui aspirent sincèrement, politiquement, à ouvrir la voie au retrait du Pacte de responsabilité, premier pas sur la voie de la rupture avec l'Union européenne, rassemblent leurs forces.

● C'est pourquoi le bureau national du Parti ouvrier indépendant appelle ses comités, à tous les niveaux, à multiplier les contacts avec les militants, les organisations qui affirment vouloir combattre pour le retrait du pacte de responsabilité et la rupture avec les diktats de l'Union européenne.

Que partout, des contacts soient pris. Que partout, des militants de toutes tendances soient invités à venir débattre. Que les assemblées du POI s'ouvrent largement pour cette discussion.

Le bureau national mandate son secrétariat pour prendre, au niveau national, les contacts qui s'imposent. **Rien ne doit faire obstacle à la réalisation de l'unité qui bloquera le pacte de responsabilité. Toutes les initiatives allant dans ce sens appellent notre soutien.**

● C'est à partir de cette préoccupation que nous proposons d'ouvrir largement la discussion avec les travailleurs et les militants, de les faire contribuer au journal *Informations ouvrières*, d'inviter tous ceux qui le souhaitent à rejoindre les rangs du POI pour ce combat indispensable.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

..... Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris
Tél : 01 48 01 85 85

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

E-mail :
poi@fr.oleane.com
Internet :
www.parti-ouvrier-independant.com